

LE PACTE EST ADOPTÉ !

Le Pacte d'Avenir pour l'Humanité a été adopté par le Conseil Mondial de CGLU, réuni le 14 octobre 2022 à l'occasion du 7ème Congrès Mondial de CGLU à Daejeon, en Corée du Sud.

Représentants des gouvernements locaux et régionaux, et intervenants du monde entier, ont participé aux consultations plénières autour des trois axes clés du Pacte : Personnes, Planète et Gouvernement. Des engagements ont été formulés pour chacun des trois axes au nom des membres de CGLU et de l'ensemble des gouvernements locaux et régionaux. Le document final guidera le travail de l'organisation pour les prochaines années. Il s'agit d'un "engagement historique" envers "le pouvoir de l'action collective".

Le Pacte d'Avenir pour l'Humanité repose sur la conviction profonde que les membres de CGLU ont au rôle essentiel à jouer pour assurer aux populations "une vie plus juste et soutenable, et protéger leurs droits et le patrimoine mondial et local, tout en préservant la planète pour les générations futures".

Par la signature de ce Pacte, l'organisation défend fermement son identité féministe, mais aussi le droit à la ville, l'égalité des sexes, la démocratie, et se donne pour mission au XXIe siècle de mettre le soin au centre des préoccupations.

La contribution croissante de CGLU aux espaces de négociation multilatéraux, notamment lors de la dernière décennie, continue d'être un objectif stratégique. Elle se poursuivra au Sommet de l'ONU pour l'Avenir et aux agendas de développement d'après 2030.

A la suite de son adoption, le Conseil mondial de CGLU a décidé de commencer à envisager à la fois le suivi du Pacte et ses conditions de réalisation.

Ces cinq jours d'intenses et fructueux débats se sont achevés sur un message commun : "Cités et Gouvernements Locaux Unis, mouvement visant l'égalité, s'engage à créer les espaces qui permettront aux dirigeants locaux et régionaux de faire de ces principes une réalité. Nous devons le faire pour notre avenir commun. Pour les gens, pour la planète et pour les gouvernements."

Lisez le Pacte d'Avenir pour l'Humanité [ici](#) (en Anglais).



Le *Municipal Times* est une publication de l'Urban Journalism Institute, une initiative d'OnCities2030. Pour plus d'informations sur le *Municipal Times*, contactez les équipes d'OnCities2030 à l'adresse municipaltimes@oncities.org

LE PACTE D'AVENIR POUR L'HUMANITÉ : ADOPTER UNE GOUVERNANCE TRANSFORMATRICE

Par la voix des mouvements sociaux et de la société civile, les citoyens réclament de plus en plus fréquemment que les modes de gouvernance deviennent inclusifs, traduisant ainsi les programmes mondiaux du développement. Les événements récents ont montré que la confiance des citoyens envers la capacité des institutions à garantir les droits était rompue.

La Secrétaire Générale de CGLU **Emilia Saiz** a fait remarquer que dans son volet consacré aux gouvernements et à la démocratie, le Pacte d'Avenir pour l'Humanité appelle à redéfinir conjointement la gouvernance. Elle défend l'idée que la qualité de vie prévaut sur le PIB, car elle contribue à la paix et à la prospérité lorsque les citoyens sont, en dépit de leurs différences, autonomes, bien informés et traités de manière équitable, contribuant ainsi à redéfinir la notion de citoyenneté, pierre angulaire d'une vie digne et faite de droits pour tous. Le Pacte appelle donc à une démocratie renouvelée qui réponde aux besoins et aux droits des citoyens. Il préconise un élan renouvelé en faveur d'une décentralisation dotée de moyens suffisants et d'une participation citoyenne active et informée.

Lucy Slack, Secrétaire Générale du Forum des Gouvernements Locaux du Commonwealth, a déclaré que les municipalités se remettent tout juste de la pandémie et que d'autres urgences se perpétuent. "Tout cela entache la confiance des citoyens dans leur gouvernement". Selon elle, "il faut placer les gens au cœur de notre action afin de restaurer la confiance envers les gouvernements".

Florencio Vente, représentant des Gouvernements locaux au Grand Groupe des Nations Unies pour l'Enfance et la Jeunesse, a déclaré que "Mi casa es su casa [ma maison est ta maison]" est un proverbe qui reflète la façon dont les jeunes perçoivent l'espace urbain. Il a également souligné l'importance de la paix pour l'avenir des jeunes.

Le Maire de Mykolayiv, **Oleksandr Sienkevych**, s'est adressé au public par liaison vidéo depuis la ville ukrainienne, témoignant de la lutte menée par ses citoyens et du soutien indispensable pour la reconstruction.

Genie Birch, présidente de l'Assemblée générale des partenaires, a déclaré que les idées devaient se traduire en actions et que les mesures recommandées auprès de CGLU permettraient de rétablir la confiance dans les gouvernements, tandis que **Marina Ponti**, directrice de la Campagne d'Action pour les ODD, a rappelé combien le secteur public est essentiel pour l'action publique locale, comme l'a révélé la pandémie du COVID-19. Mme Ponti a souligné que les ODD sont ce que nous avons de plus précieux pour mener nos actions.

Pendant la séance de consultation, le maire de Dakar, **Barthélémy Dias**, a rappelé la croissance rapide de la population africaine et l'urbanisation galopante qui nécessitent des mesures politiques appropriées de la part des gouvernements locaux et régionaux. Il s'est interrogé sur les moyens de financement des infrastructures pour ces agglomérations en croissance rapide. Le maire de Tunis, **Souad Abderrahim**, a



“Le multilatéralisme ne fonctionnera que si les collectivités locales et régionales deviennent des institutions de confiance. La confiance des populations est au coeur du Pacte, tout comme la façon de mettre en œuvre le nouveau contrat social que nous proposons.”

– Eugénie L. Birch,
Présidente de l'Assemblée générale des partenaires

pour sa part souligné l'importance de la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement qui, selon lui, encouragerait une meilleure participation des citoyens à la prise de décision.

Taneen Rudyk, présidente de la Fédération canadienne des municipalités et conseillère municipale de Vegreville a déclaré : “J'encourage les femmes à davantage briguer un poste et à se présenter pour diriger des gouvernements locaux et régionaux. Elle conclut : “Une gouvernance basée sur la confiance est possible, mais nous ne devons pas attendre qu'elle se réalise pour l'obtenir.”

María Mercedes Ortiz Diloné de l'Union de Mujeres Municipalistas Dominicana va dans le même sens : “Si les femmes dirigeaient les communautés, la participation serait bien meilleure”. Selon elle, les problèmes semblent tous être les mêmes, il n'y a qu'ensemble que nous pouvons les résoudre”. **Carola Gunnarsson**, maire de Sala, abonda ensuite : “Nous, les gouvernements locaux et régionaux, sommes les institutions les plus proches des gens car leurs vies sont directement influencées par nos décisions”. Elle poursuit : “La paix, la démocratie, l'égalité des sexes et l'inclusion sont un impératif.”

José Manuel Ribeiro, Maire de Valongo rappela qu'il n'est qu'un citoyen temporairement élu. Il aborda la

question de la participation et de la démocratie en déclarant : “La démocratie n'est pas un aboutissement, c'est un processus, et nous devons renforcer ce processus”. **Emilio Jatón**, Maire de Santa Fe, insista sur l'importance du Pacte d'Avenir. “Aujourd'hui plus que jamais, nous devons remettre les personnes au centre des préoccupations comme au centre du Pacte. En tant qu'élus, nous devons être responsables de chaque action que nous entreprenons”.

Cemal Bas, conseiller municipal de Kocejoren, a souligné que “les collectivités locales et régionales sont les principaux partenaires de la mise en œuvre des programmes de développement mondiaux comme le Nouveau Programme pour les Villes. Le conseiller municipal **Bheke Stofile**, président de SALGA, a déclaré quant à lui que décentraliser la gouvernance est essentiel et devrait occuper une place centrale parmi les préoccupations des autorités.

À la fin de la séance, **Maria Fernanda Espinosa**, présidente de la 73e Assemblée générale, a résumé les discussions de la journée en affirmant que le Pacte d'Avenir est un concentré d'intelligence collective. Elle a fait remarquer que “ remettre le soin au centre du débat ” implique une véritable mutation de la gouvernance, un changement systémique. Selon elle, il faut placer notre quête pour la paix, la réconciliation, le féminisme et la justice au cœur de nos politiques.



L'ENGAGEMENT DE LA PRÉSIDENTE DE CGLU SUR LE VOLET GOUVERNEMENTAL DU PACTE D'AVENIR POUR L'HUMANITÉ

Lors de la séance plénière du Pacte d'Avenir pour l'Humanité axée sur son socle "gouvernement", **Ugur Ibrahim Altay**, Maire de Konya, s'est engagé au nom de la présidence de CGLU pour l'approbation du Conseil Mondial.

"Nous, dirigeants de gouvernements locaux et régionaux

Nous nous engageons à nous efforcer de renforcer les démocraties et la citoyenneté, et à contribuer à la réforme indispensable de la gouvernance internationale.

Nous nous engageons en outre à poursuivre un **dialogue ouvert, constructif et soutenu avec les gouvernements nationaux** afin de garantir une action commune pour toutes les populations sans distinction. Nous nous engageons à développer un système inter-urbain entre les villes de toutes tailles, et à renforcer le continuum urbain-rural afin de garantir que les prochaines générations bénéficient d'un modèle de développement durable au centre de leur démocratie locale.

Conscients des défis à mener, nous sommes prêts à **revitaliser le système multilatéral** en faisant entendre les voix les plus originales, constructives et influentes dans le processus de réforme des Nations Unies et en relayant des messages de fond lors des principaux sommets et forums internationaux, notamment lors du Sommet des ODD de 2023, le Sommet de l'Avenir de 2024 et le Sommet Social Mondial de 2025.

C'est la promesse des villes unies et des dirigeants locaux du monde entier de prendre soin du gouvernement."

ÉLECTION DU NOUVEAU BUREAU EXÉCUTIF DE CGLU

Le Conseil Mondial de CGLU s'est réuni hier pour décider des priorités stratégiques de l'organisation pour 2022-2028 et adopter le rapport de la présidence de 2022, le Pacte d'Avenir pour l'Humanité et le plan de travail pour 2023.

La session était présidée par Jan Van Zanen, président de CGLU. La Secrétaire Générale de CGLU, Emilia Saiz, a rappelé que les priorités de l'organisation pour les années à venir seront de lancer le processus de mise en œuvre du Pacte, et de développer un mécanisme de suivi.

Le Conseil Mondial a également élu le Bureau exécutif pour la période 2022-2025. Les nouveaux élus sont les suivants :

PRÉSIDENTE COLLÉGIALE

Carolina Cosse, Maire de Montevideo, Amérique latine (1 an)
Uğur Ibrahim Altay, Maire de Konya, MEWA (1 an)
Jan Van Zanen, Maire de La Haye, Europe (1 an)
Lee Jang-Woo, Maire de Daejeon, ASPAC (1 an)

CO-PRÉSIDENTS DE CGLU

Li Mingyuan, Maire de Xi'an, ASPAC
Bekhe Stofile, Président de SALGA, Afrique
Altay Kulginov, Maire d'Astaná, Eurasie
Berry Vrbanovic, Maire de Kitchener, Amérique du Nord
Johnny Araya, Maire de San José, Amérique Latine

TRÉSORIER

Asmaa Rhlalou, Maire de Rabat, Afrique

COMITÉ PERMANENT SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Fatimetou Abdel Malick, Présidente de la région de Nouakchott, Afrique

NOMINATIONS SPÉCIALES :

AMBASSADEURS DU PACTE D'AVENIR

Ambassadeur pour l'avenir des personnes :
Ada Colau, Maire de Barcelone, Europe
Ambassadrice pour l'avenir de la planète :
Anne Hidalgo, Maire de Paris, Europe
Ambassadeur pour l'avenir des gouvernements :
Yücel Balikesir, Maire de Balikesir, MEWA

ENVOYÉS SPÉCIAUX

Envoyé Spécial pour le Nouveau Programme pour les Villes auprès des Nations unies : **Carlos Martínez**, Maire de Soria, Europe
Envoyé Spécial pour les systèmes alimentaires : **Mohamed Sefiani**, Maire de Chefchaouen, Afrique
Envoyé spécial pour la liberté, la solidarité et la lutte contre la violence envers les dirigeants politiques :
Carola Gunnarsson, Maire de Sala, Europe



VERS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL : RÉTABLIR LA CONFIANCE DANS LES GOUVERNEMENTS LOCAUX



La confiance est essentielle à l'édification d'une société saine. Cependant, la confiance dans les institutions gouvernementales s'est fortement érodée ces dernières années. Le Secrétaire général des Nations Unies (ONU), dans son discours annuel, "Notre Programme Commun", a appelé à l'édification d'un nouveau contrat social pour le 21^{ème} siècle, où la confiance joue un rôle central.

Le dernier Town Hall du Congrès de CGLU, qui s'est tenu le vendredi 14 octobre, s'est concentré sur la reconstruction de la confiance internationale. Elle est en effet un élément essentiel au soutien des politiques publiques prêtes à relever le défi du changement climatique ou celui du vieillissement des populations. Les recherches ont montré que le déficit de confiance s'exprime dans tous les secteurs de la société, en particulier chez les femmes, les personnes à faibles revenus, les personnes handicapées, les minorités et les jeunes. Le changement climatique, la pandémie de COVID-19 mais aussi d'autres phénomènes de crise, comme la désinformation de masse et l'émergence de leaders populistes, amplifient cette affaiblissement de la confiance par la population.

La méfiance conduit au mépris des règles, à l'évasion fiscale, au rejet des gouvernements, à la baisse de la participation électorale et à la violence. En outre, le manque de confiance se traduit par une érosion des solidarités, pourtant essentielles pour faire face aux menaces à venir, notamment environnementales.

Deux défis fondamentaux se sont révélés. Le premier consiste à restaurer l'empathie et la compréhension entre tous ceux qui participent à l'exercice d'une responsabilité dans l'éducation, l'innovation, la prévention ou l'application de la loi. Pour mener à bien ces tâches, les collectivités locales doivent faire preuve de qualités fondamentales d'humanité, de transparence, de compétence et de fiabilité.

Le deuxième défi consiste à susciter une meilleure compréhension des droits et des responsabilités, comme par exemple le respect des droits civiques, la participation politique, inhérente aux démocraties et aux sociétés saines, le droit de faire usage des ressources publiques, de profiter des opportunités offertes par les institutions, et le droit de demander des comptes aux gouvernements par des procédures inclusives, transparentes et accessibles.

Pour élaborer un nouveau contrat social, il faut d'abord un environnement favorable reposant sur des principes d'inclusion, d'engagement des citoyens et d'interdépendance entre les gouvernements et les populations. En définitive, la réalisation d'un tel contrat implique une série de cinq recommandations: (1) Renouveler le contrat social; (2) Élaborer un manuel ou un code pour accompagner sa mise en œuvre; (3) Valoriser les personnes et les lieux qui ont adopté ce nouveau contrat social; (4) Instaurer un processus collaboratif de recherche, d'évaluation et de diffusion des meilleures pratiques relatives à ce nouveau contrat social; (5) Communiquer les résultats, par l'intermédiaire de la Taskforce mondiale, lors des conférences majeures, et notamment au Sommet de l'Avenir.

Pour poursuivre ces engagements, les gouvernements locaux doivent donc porter la responsabilité de la mise en œuvre de ces recommandations et créer un environnement propice à l'élaboration d'un nouveau contrat social qui soit adapté aux enjeux du 21^{ème} siècle et prêt à intégrer les préoccupations actuelles et futures des citoyens.

UNE DÉMOCRATIE LOCALE POUR UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

La transition dont nous avons besoin pour réaliser les Programmes Mondiaux d'urbanisation, de changement climatique et de développement durable ne peut se réaliser que si les modèles de développement répondent aux besoins réels et aux attentes des populations locales. Il y a souvent un décalage important entre les orientations mondiales et les besoins des gouvernements municipaux. C'est pourquoi la démocratie locale joue un rôle clé pour la création d'une responsabilité collective vis-à-vis des objectifs globaux. L'Observatoire Mondial de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (GOLD) de CGLU s'efforce d'établir un cadre assurant le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes mondiaux de durabilité.

Le vendredi 14 octobre, la démocratie locale était le sujet principal du programme #Local4Action du Congrès mondial de CGLU à Daejeon. CGLU et KNOW ont inauguré la sixième édition du rapport GOLD (GOLD VI), intitulé "Les voies vers une Égalité Urbaine et Territoriale : Combattre les inégalités par des stratégies de transformation locales". L'objectif de ce rapport est de comprendre l'état des inégalités urbaines et territoriales dans le monde et d'appeler à un changement radical de la place des autorités locales dans la lutte contre ce défi mondial. Il présente des exemples et des solutions aux multiples formes d'inégalités et à leur dimension territoriale. Il recommande aux gouvernements locaux et régionaux des actions concrètes et collaboratives. Six voies différentes vers l'égalité aideront ainsi à construire des alliances locales solides entre les gouvernements, la société civile et toutes les autres parties prenantes.

L'Observatoire International de la Démocratie Participative a organisé une session sur les pratiques innovantes de la **démocratie participative**. Selon les organisateurs, la participation active de la population aux processus de délibération et de décision est essentielle pour garantir les droits et co-construire des solutions. Une session organisée par le gouvernement provincial de Barcelone a ainsi montré comment une gouvernance multi-niveaux efficace et équitable peut renforcer la démocratie locale pour faire face aux inégalités locales. Les participants ont admis qu'aucune instance gouvernementale n'a le pouvoir de s'attaquer seule aux crises complexes et aux objectifs de l'Agenda 2030.

Cités Unies France (CUF) a organisé deux événements sur la démocratie locale, et interrogé les participants sur **les façons d'assurer l'inclusion et de ne laisser**



personne de côté. La crise du COVID-19, par la coopération décentralisée, les réseaux communautaires et les expressions de la solidarité, a fait des groupes fragiles une priorité. Les autorités locales et régionales ont également participé à la solidarité internationale pendant la pandémie et les autres crises majeures. Elles ont coordonné des initiatives résilientes répondant à l'urgence et ont ouvert la voie à la reprise. A travers ces séances, CUF est ainsi parvenu à démontrer comment les partenariats entre villes ont pu se révéler un système de solidarité efficace.

Pour mener à bien l'Agenda 2030 et de l'ODD 11, l'action des collectivités locales requiert des outils et des financements adéquats. La campagne d'action de l'ONU pour les ODD a présenté une vue d'ensemble de ces outils destinés aux gouvernements locaux, tandis que l'Envoyé Spécial pour le Nouveau Programme pour les Villes a appelé à une plus grande reconnaissance du rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la réalisation de l'ODD 11. En reliant les zones rurales et urbaines, les villes intermédiaires, en particulier, jouent un rôle clé pour l'avenir des agendas mondiaux.

Le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV) et le Secrétariat mondial de CGLU ont organisé une session sur le **financement de l'urbanisation durable**. La plupart des gouvernements locaux et régionaux, et en particulier les villes intermédiaires du Sud, sont confrontés à d'importants déficits financiers lorsqu'il s'agit de fournir des services fondamentaux à leurs populations. La stratégie de CGLU sur "la localisation des finances pour une urbanisation et un développement territorial durables" offre une vue d'ensemble des défaillances et démontre comment accélérer le soutien pour que les gouvernements locaux et régionaux accèdent à des financements de meilleure qualité. L'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales a présenté un certain nombre de résultats de recherche dans la troisième édition de son rapport sur les finances des collectivités territoriales, dont la publication est prévue le 24 octobre 2022.



LE NOUVEAU PROGRAMME POUR LES VILLES : UN ACCÉLÉRATEUR POUR UN AVENIR INTER-URBAIN

Se déroulant le dernier jour du Congrès Mondial, la séance intitulée "L'avenir du Nouveau Programme pour les Villes : Vers un avenir inter-urbain", a proposé un débat sur le rôle joué par le Nouveau Programme pour les Villes dans la mise en œuvre d'un développement intégré et équilibré des territoires. Des représentants d'associations de collectivités locales, des universitaires et des maires de villes de tailles variées ont présenté leur point de vue sur le changement de paradigme préconisé par le Nouveau Programme pour les Villes et sur la manière de faire progresser sa mise en œuvre dans son approche multi-niveaux et multi-acteurs, inclusive, soucieuse de l'âge et du genre.

Le Nouveau Programme pour les Villes a été adopté à l'unanimité par tous les États membres des Nations unies lors de la Conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui s'est tenue à Quito, en Équateur, en 2016. Il était le dernier des "programmes mondiaux durables", après l'Agenda 2030, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Considéré comme un outil clé pour l'accélération et la localisation des ODD, le Nouveau Programme pour les Villes reconnaît la diversité des processus d'urbanisation des

zones métropolitaines, des zones périurbaines, des villes intermédiaires et des petites villes. Il appelle les gouvernements de tous les niveaux à des stratégies conjointes de développement, et au renforcement des liens entre les zones rurales et urbaines. Les collectivités locales et régionales ont été des acteurs clés du processus préparatoire d'Habitat III et de l'adoption du Nouveau Programme pour les Villes. Plus de cinq ans après son adoption, il est donc naturel que les gouvernements nationaux réitérent et accélèrent leur mise en œuvre du Nouveau Programme pour les Villes et, par la même occasion, reconnaissent le rôle clé des administrations locales et régionales dans sa réalisation.

En avril 2022, le président de l'Assemblée générale des Nations unies a convoqué une Réunion de Haut Niveau afin d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre du Nouveau Programme pour les Villes. Dans le même temps, la Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux a convoqué l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, démontrant ainsi son engagement envers le développement durable des villes et la réalisation de l'Agenda 2030, et la reconnaissance d'un "siège" aux négociations multilatérales.



CGLU ET LA VILLE DE GENÈVE UNISSENT LEURS EFFORTS POUR RENFORCER LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX DANS LE MULTILATÉRALISME

Aujourd'hui, la Ville de Genève et CGLU ont renforcé leur relation, en s'accordant à promouvoir un cadre de coopération entre les gouvernements locaux et régionaux. Le Maire de la ville, Sami Kanaan, et la secrétaire générale de CGLU, Emilia Saiz, ont consolidé leur coopération afin de renforcer le rôle des gouvernements locaux dans le multilatéralisme. L'accord permet aux deux institutions de simplifier leurs interactions à l'échelle internationale.



ÉDITORIAL

LES MÉDIAS AU CHEVET DES VILLES

Dès sa première semaine, le Municipal Times a assisté à événement unique : l'adoption par des maires et des dirigeants du monde entier du Pacte d'Avenir pour l'Humanité. Parmi tous ses engagements, audacieux, courageux, féministes, écologiques, inclusifs et collectifs, le Pacte réaffirme "l'importance des médias libres, de la liberté de s'exprimer et de développer une pensée critique pour garantir que les citoyens soient bien informés et autonomes dans leurs choix démocratiques".

Pour rendre opérationnel ce Pacte "issu d'une initiative mondiale porteuse d'espoir et démontrant qu'une autre voie est possible", il est urgent que les médias s'intéressent aux villes. Il est également indispensable que les villes se soucient de renforcer la présence des médias dans les dialogues et les mécanismes de consultation.

Le journalisme urbain a le potentiel d'influencer les réflexions autour des villes et de façonner les récits et les mouvements culturels. Des informations fiables et accessibles sur la façon dont les villes sont planifiées, construites, gérées et, surtout, gouvernées, sont essentielles pour permettre aux femmes et aux hommes de comprendre et d'évaluer l'impact des décisions prises par les collectivités qui les représentent. Pour fournir ces informations, il faut des journalistes qualifiés et des médias engagés à relayer des messages pertinents facilitant le changement dans les communautés locales. Le Municipal Times s'efforce de participer à combler cette carence, et rendre compte des discussions et des avancées réalisées au cours de la semaine écoulée est certainement la meilleure façon de démarrer.

Nous tenons à remercier tous nos lecteurs d'avoir suivi le 7e Congrès Mondial et Sommet des dirigeants locaux et régionaux de CGLU par le Municipal Times. Au nom de OnCities2030 et de l'Académie du Journalisme Urbain, nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous est donnée d'accompagner les dirigeants locaux et régionaux dans la concrétisation de cette étape importante du Pacte pour d'Avenir pour l'Humanité. Nous pensons que le Municipal Times est un outil précieux pour aider les décideurs et les dirigeants à exploiter les connaissances recueillies lors d'événements mondiaux tels que celui-ci.

L'adoption du Pacte démontre qu'il existe une multitude d'idées exploitables, d'actions urbaines inspirantes et que les gouvernements locaux sont fermement engagés à travailler pour l'Agenda 2030 et la mise en œuvre du Nouvel Programme pour les Villes. Le Mouvement municipal féministe mérite une mention spéciale. L'Académie du Journalisme urbain soutient pleinement ce mouvement et se tiendra prêt à faire connaître son activité.

Nous sommes impatients de poursuivre notre appui et notre collaboration avec les collectivités locales et régionales ainsi que toutes les parties prenantes. À huit ans de l'échéance de 2030, c'est dès hier qu'il faut agir !

Équipe du horaires municipaux

PARTICIPATION DES CITOYENS : LES BONNES PRATIQUES

Le Prix des meilleures pratiques de participation citoyenne de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) récompense les expériences positives de démocratie participative, de délibération citoyenne, d'autonomisation des communautés, de transparence et d'innovation démocratique dans la gouvernance locale et régionale. Cette année était la 16ème édition du prix. Les organisateurs ont reçu 120 candidatures et ont sélectionné 14 finalistes dans les villes suivantes : Amsterdam, Barcelone, Belém, Bogotá, Cascais, Darnieh, Florence, Imbabura, Manchester, Mitcham, Bruxelles, Quintana Roo, Salvador et la région du Sud-Kivu.

Le résultat des délibérations sera annoncé lors de la Conférence de l'OIDP qui se tiendra à Grenoble du 7 au 10 décembre 2022.

CGLU TV DÉVOILE LES DÉFIS URBAINS

Dans les derniers jours du Congrès, deux courts documentaires produits par CGLU ont été projetés et débattus par les participants.

Le premier documentaire, " Du risque à la résilience : le cas de Palu ", a filmé la réponse coordonnée des acteurs locaux et internationaux après une catastrophe naturelle survenue en 2018. Le documentaire a été suivi d'une discussion, à laquelle a participé le maire de Palu. Cela a permis de mieux comprendre les formes de résilience dont ont fait preuve les populations locales, animées par un esprit de solidarité. La discussion a enfin examiné l'engagement de la société civile et le contexte dans lequel les autorités locales ont mené les efforts de coopération décentralisée.

Le deuxième court documentaire, "Des communautés solidaires malgré les inégalités : L'exemple de Bogotá", a présenté les structures de soin de la ville, en se reposant sur les recommandations formulées par le Mouvement Féministe Municipal à d'autres villes cherchant à instaurer des politiques centrées sur l'individu.

